

Bull. Acad. Vét. de France, 1987, 60, 263-267

Problèmes du développement

Point de vue de la Banque Mondiale

par J. CROSNIER

RÉSUMÉ

La Banque Mondiale joue un rôle vital dans le développement mondial pour aider la croissance économique des pays en voie de développement. Après une période de récession qui a atteint toutes les régions, mais à des degrés divers, la Banque Mondiale procure une assistance pour introduire des capitaux étrangers et restructurer leur économie. Mais seul un plan de développement à long terme peut produire la croissance économique nécessaire. L'Afrique, entre autres, à cause de son développement économique lent, recevra des prêts pour un ajustement structurel et pour des secteurs clés comme l'agriculture, la population et la nutrition, et l'enseignement. L'un des problèmes clés à résoudre est la dette extérieure des pays en développement, qui atteint 1 trillion de dollars. Jusqu'à présent, la Banque Mondiale a financé 1 850 projets d'une valeur de 115,4 milliards — avec des financements actuels de l'ordre de 17 milliards de dollars par an — qui ont nécessité 500 années/homme de supervision chaque année.

Mots clés : Banque Mondiale - Rôle - Pays en voie de développement.

SUMMARY

WORLD DEVELOPMENT PROBLEMS THE VIEWPOINT OF THE WORLD BANK

The World Bank is playing a vital role in world development to help resume the economic growth of developing countries. After a recession period which hit all the regions, but in various degrees, the World Bank provides assistance for foreign capital input and restructuration of their economy. But only a long-term development plan can provide the necessary economic growth. Africa, interalia, because of its slow economic recovery, will receive loans for structural adjustment and for key sectors such as agriculture, population and nutrition, and training. One of the key problem to be solved is the external debt of the developing countries which reaches one trillion dollars. So far, the World Bank has financed 1,850 projects amounting 115.4 billions dollars which requires the lending amounts of about 17 billions dollars each year and 500 man/years annually for projects supervision.

Key words : World Bank - Role - Developing countries.

La tourmente économique des cinq dernières années met en demeure les Organismes financiers comme la Banque Mondiale de rétablir les fondements de la croissance, de réaffirmer qu'un monde *interdépendant*, fondé sur un système commercial vraiment *libéral* et un système financier vraiment *solide*, est de l'intérêt de toutes les nations et de tous les peuples.

La Banque Mondiale entend jouer un rôle vital dans la transition qui doit mener d'une période de récession à une période de croissance économique soutenue, transition qui porte les espoirs d'une vie meilleure pour *des centaines de millions de personnes* dans les pays en développement. Ouverte sous le signe d'une récession mondiale, la première moitié des années 80 s'est achevée sous le signe de la reprise. Les pays en développement en sont sortis avec des fortunes diverses, selon les circonstances auxquelles chacun a dû faire face et selon la politique qu'il a suivie. La récession profonde des années 81-82 fut particulièrement dure pour les pays en développement. La demande des biens dont ils sont exportateurs a fortement baissé ; les *prix des produits de base* ont chuté ; les *taux d'intérêt* ont monté ; et les difficultés du service de la dette se sont généralisées et intensifiées.

La croissance de la production globale d'un grand nombre de pays en développement, qui était de 3 % en 81, n'était plus que de 2 % en 1982 et en 1983. La croissance de leurs exportations s'essouffait. Ceux d'entre eux qui s'étaient lourdement endettés auprès de sources étrangères connurent des problèmes de service de la dette particulièrement difficiles, ce qui entraîna, après 1981, une *raréfaction des capitaux étrangers*.

La reprise amorcée en 1984, avec l'amélioration de la production et des exportations de l'ensemble des pays en développement, était due à l'activité économique enregistrée dans les pays de l'O.C.D.E. ainsi que dans les échanges internationaux, dans les gros efforts de stabilisation entrepris par de nombreux pays et dans les indispensables *restructurations* économiques de certains pays en développement.

Par contre, les pays d'Extrême-Orient n'ont pas tardé à retrouver les taux élevés de leur croissance antérieure si bien que, d'environ 4 % en 1982, la croissance globale de la production des pays d'Asie de l'Est est remontée à environ 6 % en 1983 et à un peu plus de 5 % en 1984.

Quant aux pays d'*Amérique latine*, ils ont tardé à s'ajuster et sont encore dans la période de transition précédant le retour à la solvabilité et à des taux de croissance satisfaisants.

Pour les pays de l'*Afrique sub-saharienne*, les problèmes se sont aggravés avec la chute de leurs exportations de produits primaires ; car, malheureusement, l'ensemble des pays d'Afrique sub-saharienne a connu, en 1984, pour la troisième fois de suite, une baisse effective de sa production.

Ce sont les pays qui ont *dévalué leur monnaie*, relevé leurs prix à la production, réduit les subventions à la consommation et pratiqué des *taux d'intérêt* conformes à ceux du marché qui ont enregistré des résultats économiques positifs. En effet, les performances économiques des pays en développement dépendent largement des décisions qu'ils prennent eux-mêmes et des efforts qu'ils fournissent. En outre, le fait de pouvoir compter sur les capitaux étrangers, tant privés que publics, peut aider les pays en développement à mener à bien ces difficiles programmes de réformes et à adopter des stratégies de développement orientées vers la croissance. Pays industriels et en développement doivent œuvrer à l'adoption de politiques tendant à ancrer solidement dans les faits leur volonté de croissance sans inflation. Il faut aussi œuvrer à la réduction des *rigidités de leurs marchés du travail* afin de lutter contre un chômage élevé et de stimuler le renouvellement de l'outil de production.

La situation est particulièrement grave en *Afrique* et notamment en Afrique sub-saharienne. En effet, la gravité de la situation, l'ampleur des réformes à entreprendre et la nécessité d'une aide concessionnelle substantielle placent l'Afrique dans une catégorie spéciale qui appelle un effort concerté de la part de la Banque et des autres institutions de développement. Les flux de capitaux des pays industriels vers les pays en développement font partie des conditions à réunir pour réussir la transition vers une croissance économique à long terme. Au cours des cinq dernières années, la contraction des flux de capitaux privés a obligé de nombreux pays à ramener leurs importations à des niveaux inférieurs à ceux qu'il faudrait pour maintenir leur économie à son volume actuel de production, ce qui a eu pour effet de freiner le processus d'ajustement et avoir des *conséquences politiques et sociales explosives*.

La promptitude avec laquelle les donateurs ont fourni une aide extraordinaire à l'Afrique victime de la sécheresse témoigne de la profondeur des préoccupations humanitaires de la communauté internationale. Mais les pays à faible revenu, en Afrique et ailleurs, sont confrontés à des problèmes d'ajustement à long terme et à une *misère* accrue. Pour qu'ils puissent offrir à leurs populations ne fût-ce que de modestes espoirs, réduire la pauvreté et assurer une croissance soutenue, il leur faut absolument pouvoir compter sur une augmentation bien plus forte de *l'aide au développement à long terme*.

Le passage à une croissance soutenue au cours des cinq prochaines années exigera aussi la libéralisation des échanges internationaux et, par conséquent, la réduction des barrières commerciales tant dans les pays industriels que dans les pays en développement. L'adoption des mesures de *libéralisation* des échanges dans le cadre d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales sous l'égide de l'*Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce G.A.T.T.** élargirait l'accès aux

* G.A.T.T. : General Agreement for Tariffs and Trade.

marchés. Ainsi la voie à suivre durant le reste de la décennie est claire : les pays en développement doivent engager des réformes, et il leur faut, pour pouvoir les mener à bien, recevoir les flux de capitaux nécessaires. Ces prêts de la Banque Mondiale sont venus à l'appui de réformes globales en créant les *prêts à l'ajustement structurel* et les *prêts à l'ajustement sectoriel*. L'an dernier, l'ensemble de ces prêts s'est élevé à plus de 2 milliards de dollars.

Pour consacrer davantage de ressources aux études économiques et sectorielles, la Banque a institué un programme d'assistance spéciale pour accélérer le rythme des décaissements et pour éviter que des projets valables ne soient interrompus par manque de ressources budgétaires. Ces décaissements se sont élevés, au cours des exercices 84 et 85, à 4,5 milliards de dollars en faveur de 44 *pays bénéficiaires*.

Avec le concours d'un groupe de pays donateurs, la Banque Mondiale a mis sur pied le *Fonds spécial d'aide à l'Afrique*, programme de trois ans, doté de près de 3 milliards de dollars de ressources. Les programmes ont surtout porté sur les programmes de *la population*, de *la nutrition*, de *la santé* et de *l'agriculture*. Il a été aussi fait plus de place à *la formation*, à l'assistance technique, au développement institutionnel et à la gestion. Les initiatives ont visé à restructurer le secteur public — réformes réglementaires, meilleure utilisation de l'emprunt étranger et *privatisation* quand celle-ci est souhaitable. Le rôle de catalyseur de la Banque a encouragé la mobilisation et une meilleure coordination des flux d'aide publique, en œuvrant à la création d'une Agence multilatérale de garantie des investissements (M.I.G.A.)*. En outre, la Banque draine, chaque année, près de 4 milliards de dollars dans le cadre d'accords de cofinancement avec des organismes publics et des sociétés de crédit à l'exportation.

En ce qui concerne l'Afrique sub-saharienne, les pays de cette région continuent à subir une grave hémorragie de fonds du fait de la dette étrangère, contractée, pour la plus grande partie, auprès d'organismes publics. Une *telle dette* risque de compromettre gravement l'aptitude de ces pays à retourner vers la croissance. C'est le plus grave problème du moment. Dès lors, en Afrique comme dans le reste du monde, la Banque cherche-t-elle à résoudre les problèmes actuels les plus urgents tels que l'extrême pauvreté, le chômage et le sous-emploi, la faiblesse de la productivité.

En conclusion, le rôle de la Banque Mondiale est donc clair pour les prochaines années ; elle continuera à :

1. Aider davantage les gouvernements à financer et exécuter des programmes de développement des secteurs économiques (Rôle de l'Institut de Développement Economique E.D.I.) ;

* M.I.G.A. : Mutual International Guarantee Agreement.

2. Aider davantage les gouvernements à financer et exécuter des programmes de *réformes* économiques ;

3. Aider davantage les gouvernements à financer et exécuter des programmes facilitant la *croissance économique* (Produit National Brut) ;

4. Assurer une meilleure *coordination* entre donateurs (cofinancement).

C'est ainsi que l'agriculture et le développement rural conserveront, et pour longtemps encore, la première place dans les activités de prêts et de réformes structurelles. Des domaines, comme la recherche agronomique et l'élevage et tout ce qui s'y rattache (comme la santé animale), recevront donc un investissement accru de la part du plus grand bailleur de fonds dans le monde, à hauteur de quelque 17 milliards de dollars par an.

Le management du portefeuille de la Banque révèle que celle-ci a effectué, depuis sa création, 1 850 projets de développement d'une valeur de 115,4 milliards de dollars qui ont nécessité 500 années/hommes de supervision chaque année.
